

LE PLUS BEAU GESTE DU PROFESSEUR D'HISTOIRE

Paulo Faria

Traduction de Ange-Marie Firminhac-Dupouy et Yvon Dupouy

Tous les jours, sur le chemin qui le mène de chez lui, à Eauze, jusqu'au Lycée d'Aire-sur-l'Adour où il est professeur d'Histoire, Bruno Decriem traverse Manciet en voiture, dans le département du Gers. Situé aux avant-monts des Pyrénées, Manciet possède – à l'image de tous les villages en France sans exception, si j'ose dire – un monument aux morts de la Grande Guerre. Ce type de constructions présente toujours sensiblement les mêmes traits : une colonne, ou un obélisque, surmontée parfois d'une statue ou d'une sculpture faisant allusion à l'événement, et sur laquelle sont inscrits les noms des enfants du terroir morts pour la France. Le monument de Manciet se caractérise par une colonne tronquée sur le haut du pilier, ornée d'une couronne de lauriers et de palmes entremêlés. On peut y lire, dans l'ordre alphabétique, les noms des quarante huit soldats nés dans la commune et morts à la guerre de 14-18. Comme cela arrive pour la plupart des monuments de ce genre, les noms des soldats morts pour la France pendant la Deuxième Guerre Mondiale ont été ajoutés plus tard. Ici, ils sont bien moins nombreux que les premiers : huit au total. On pourrait dire que, mus par une sinistre prémonition, les bâtisseurs du monument dans les années 1920 ont prévu de garder, sur la partie inférieure de la pierre, l'espace suffisant pour accueillir les noms des victimes de la tuerie à venir. Cependant, en 2013, le monument de Manciet a cessé d'être aux yeux de Bruno un simple mausolée parmi tant d'autres. Chaque fois qu'il passait au volant devant cette silhouette filiforme se dessinant derrière la route, il se disait : « Mince alors ! Je dois faire quelque chose ! Ça ne peut pas continuer comme ça. »

Marius Dussans a rejoint la Grande Guerre dès les premiers jours d'août 1914, quand le conflit éclata. Il avait trente et un ans, il était agriculteur, fils d'un sabotier et il n'avait pas d'enfants. Après la cour

martiale et la condamnation à mort, il a été fusillé en mars 1915 dans les environs de Somme-Suippe, en Champagne.

Durant de longues années, Bruno a été militant au Parti Communiste. Il me dit qu'il a arrêté de payer ses cotisations peu après la chute du Mur de Berlin. C'est un homme qui a vu disparaître la grande utopie. En discutant avec lui, je comprends qu'en réalité c'est lui qui a senti la grande utopie s'éteindre en lui. Face à une telle mort, il ne reste plus qu'à faire tout son possible pour ne pas succomber à l'abatement, à la dépression. Il ne reste plus qu'à parcourir des petites utopies, à engager des petites luttes capables de nous aider à continuer de l'avant. Pour Bruno, Marius Dussans est devenu une petite-grande lutte, une petite-grande utopie. Il était question de rendre à un déshérité de l'histoire, à un pauvre diable oublié par tout le monde, une pincée de dignité, la dignité nécessaire au bout de cent ans. En parlant avec Bruno, les vers d'Assis Pacheco me reviennent à l'esprit :

donc oui pour ces pauvres

*au nom de ces pauvres brandir les armes — notamment de portée
vocale*

Bruno a un bon sens de l'humour, ce qui est toujours un signe d'intelligence. À chaque moment, il semble se réconcilier avec les choix qu'il a faits dans sa vie, ainsi qu'avec la direction prise par ces choix. Quand il était lycéen, il était passionné par l'histoire, la philosophie, la littérature. À quatorze ans, il a lu *l'Histoire de la Révolution Française*, de Michelet. Or, le reste des cours, les sciences naturelles, les mathématiques, l'anglais étaient un cauchemar pour lui. « J'ai toujours eu ce défaut, ou alors c'était une qualité », me dit-il. « Quand j'étais étudiant, je crois que c'était plutôt un défaut : je ne faisais que ce dont j'avais envie. Si un cours ne m'intéressait pas, tout simplement je l'ignorais. » À la fin de ses études universitaires, il n'a pas emprunté le chemin du doctorat, ayant préféré le métier d'enseignant dans le secondaire. Par moments, je ressens en lui le regret de n'avoir pas suivi

la voie de la recherche. Maintenant, il a soixante et quelques années, c'est beaucoup trop tard. Peut-être aussi que le monde académique allait lui demander des sacrifices et des concessions que lui, à cette époque, n'était pas prêt à consentir. « J'ai compris que donner des cours d'histoire à Aire-sur-l'Adour est le parfait juste milieu entre être un sans-abri et être titulaire de la chaire sur la Révolution Française à la Sorbonne, ce qui a toujours été mon rêve. » Le deuil des utopies, qu'elles soient collectives ou intimes, se fait lui aussi avec une bonne dose d'humour.

En juillet 2013, en parcourant un ouvrage spécialisé, Bruno a découvert qu'un homme né à Manciet figurait dans la liste des militaires français fusillés pendant la Grande Guerre. C'était un certain Marius Dussans, un nom qui lui était complètement inconnu jusqu'alors. Un jour, en revenant du lycée, il a arrêté sa voiture et s'est approché du monument pour parcourir des yeux la liste des noms gravés sur les deux colonnes en pierre. Même s'agissant d'un fusillé, il ne serait pas impossible que le nom de Dussans puisse être inscrit sur le monument. Les noms des deux autres fusillés de la Grande Guerre nés dans le département du Gers ont été effectivement inscrits dans les monuments aux morts de leurs lieux de naissance juste après la fin du conflit. Leurs camarades auraient pu dire : « Ils sont morts comme les autres, donc on inclut leurs noms. » Mais, pour une raison inconnue, à Manciet cela ne s'est pas passé ainsi. Bruno n'a pas pu trouver le nom de Marius Dussans sur le monument de Manciet. Et, depuis ce jour, à chaque fois qu'il regardait la colonne en pierre sur la place du village, au bord de la route, il murmurait : « Bon sang ! Je dois faire quelque chose ! »

Les guerres ayant couvert de sang l'Europe du XXe siècle font partie de la généalogie de Bruno, comme cela arrive dans la plupart des familles françaises. Son arrière-grand-père, Eugène Decriem, est mort à Verdun en 1916, à l'âge de 26 ans. Le fils d'Eugène, le grand-père de Bruno, avait alors 5 ans. Eugène était ouvrier métallurgique dans la région industrielle du Pas-de-Calais. Intégré dans la compagnie de génie

de l'armée de terre, il construisait des passerelles, creusait des tranchées et des galeries. Alors qu'il travaillait avec trois ou quatre camarades près de la première ligne de tranchées, un obus leur est tombé dessus en tuant tout le monde. Contrairement à beaucoup d'autres cas, son corps a pu être identifié et enterré dans une sépulture avec son nom. La tombe se trouve dans un cimetière militaire appelé « Glorieux » aux alentours de Verdun. Bruno connaît par cœur le numéro de cette tombe. « Mon grand-père s'y rendait souvent avec mon père et, après, mon père a commencé à m'y emmener quand j'étais petit. Je me souviens de moi, à quatre ou cinq ans, devant la tombe. Je savais à peine lire, la croix était aussi grande que moi, et j'ai vu un nom inscrit dessus, devant mes yeux. En épelant le nom de famille, j'ai compris que c'était le mien. J'ai donc compris que mon histoire était liée à cet endroit. » Il fait une pause. « Les paysans se plaignent, car ils préféreraient cultiver ces terres. » Des noms gravés sur des croix, sur des monuments. Dans quelques générations, lorsque les derniers maillons de la chaîne des mémoires familiales seront brisés, ils resteront encore. Le nom est la première chose que l'on reçoit à la naissance et la dernière chose qui reste de nous-mêmes, le dernier rempart contre l'oubli.

Avant tout, Bruno avait besoin de s'enquérir des raisons qui ont conduit à la condamnation de Dussans, afin d'être sûr qu'il ne s'agissait pas d'une infraction de droit commun, comme par exemple l'assassinat d'un camarade. Il s'est investi corps et âme dans cette affaire, il a pris contact avec des enseignants et des chercheurs, il a mené ses propres recherches dans les archives à Paris et il a finalement réussi à mettre la main sur le dossier. Il a pu reconstituer pas à pas la triste histoire de cet homme et a fini par comprendre que, comme tant d'autres, Dussans a été condamné pour « abandon de poste en présence de l'ennemi. »

L'arrière-grand-père de Bruno provenait d'une famille nombreuse, ce qui était commun à l'époque. Quatre ou cinq frères et une sœur. Eugène ne fut pas le seul de la fratrie à mourir dans la Grande Guerre ; l'un de ses frères est mort au combat à l'âge de vingt ans. Un troisième,

Victor, a survécu au conflit. Après la guerre, il est devenu contremaître dans une carrière, un métier relativement correct à l'époque. Pendant la Deuxième Guerre Mondiale, à cinquante et quelques années, Victor est devenu membre actif de la Résistance dans le Pas-de-Calais, région occupée par l'Allemagne depuis le début du conflit. Il appartenait à un groupe Gaulliste fortement lié à l'Angleterre. Ce groupe cachait des pilotes britanniques dont les avions avaient été abattus par les Allemands. En avril ou en mai 1944, il fut dénoncé à la Gestapo, vraisemblablement par le boulanger du village. Il a été enfermé à la prison de Loos, à Lille, où les Allemands retenaient les prisonniers avant leur déportation. Son nom a même figuré sur la liste des déportés du dernier train pour l'Allemagne, mais pour une raison inconnue il n'a pas été envoyé au Reich. Il a été remis en liberté en juin 1944. Rentré chez lui handicapé et défiguré, il est mort peu de temps après des séquelles de la torture. Il s'appelait Victor Decriem, il était l'arrière-grand-oncle de Bruno, originaire du village d'Isbergues, dans le Pas-de-Calais.

Mobilisé dans le 88e Régiment d'Infanterie (RI), le brigadier Marius Dussans a dû endurer toutes les misères de la guerre depuis août 1914 : les premiers combats en territoire belge, au cours desquels les troupes françaises, portant encore leurs tenues raffinées propres du XIX siècle, ont été anéanties pour rien en rase campagne ; le repli des troupes à la hâte, alors qu'elles tentaient, coûte que coûte, de protéger Paris ; la bataille de la Marne, dans laquelle les Allemands furent empêchés d'avancer *in extremis* ; le début de la guerre de tranchées. Une somme infinie de petites tragédies, d'épisodes traumatiques, de moments de chaos total, de petites arrogances et petites vexations, de désespoir et de douleur. La criminelle futilité érigée en routine. Dussans tomba malade, il fut hospitalisé. Mais la guerre provoquait des ravages dans les rangs, et il fallait combler les pertes coûte que coûte. Tant qu'on n'avait pas perdu un bras ou une jambe, tant qu'on ne crachait pas du sang, tant qu'on n'était pas devenu aveugle, on était considéré apte au combat. Il suffisait juste de tenir debout. Les médecins

décidèrent que Dussans devait quitter l'hôpital, et l'obligèrent ainsi à retourner aux tranchées. Le 9 mars 1915, exténué physiquement et mentalement, Dussans était au bout du rouleau et ne parvint pas à s'accrocher à un quelconque espoir. Il abandonna la tranchée de première ligne pour aller se réfugier dans un abri, près des cuisines du campement du régiment. Craignant que ces « mauvais exemples » se transmettent entre ses hommes, le colonel Mahéas, commandant du 88e RI, n'a pas hésité à le traduire devant la cour martiale. Le jugement eut lieu le 25 mars à 14 heures et ne dura qu'une heure, pas plus. Ceci, car à 15 heures ce même jury devait juger Bousquet, un autre soldat du 88e RI qui avait commis un délit semblable à celui de Dussans et qui fut également condamné à mort pour abandon de poste en présence de l'ennemi. Cette histoire compte encore un élément infâme. Le 26 mars, Dussans adresse une lettre au président de la République Française, dans laquelle il demande clémence, en suppliant que sa peine soit commuée par les raisons suivantes : « Ce qui me désole le plus en ce moment c'est le déshonneur que ma condamnation fait supporter à ma famille qui a toujours été estimée. Je ne demande point à ne pas être puni ; mais ce que j'ai l'honneur de solliciter respectueusement c'est la faveur de pouvoir revenir sur le front et de préférence aux postes les plus périlleux. » Raymond Poincaré, le président de la République, n'a jamais lu cette lettre et, par conséquent, ne s'est jamais prononcé, favorablement ou défavorablement, au sujet de la demande de clémence. Au verso du billet manuscrit et signé par Dussans, le général Alby, commandant de la division à laquelle appartenait le 88e RI, a noté : « J'estime qu'il n'y a pas lieu de proposer au chef de l'État une commutation de peine. La présente demande ne sera pas transmise. » Les petits tyrans pullulent sous couvert de l'état d'urgence, de l'hystérie collective, des patries en danger. Marius Dussans fut fusillé le 27 mars à 6 heures et 30 minutes.

Bruno est d'avis qu'un professeur, d'autant plus un professeur d'histoire, ne peut pas se limiter à enseigner. Il doit être aussi un citoyen actif, dénoncer les injustices et, dans la mesure de ses

possibilités, porter secours aux plus démunis. « Mais, après, le monde de demain sera ce dont les jeunes feront de lui... » Cette phrase fait preuve, d'une certaine manière, d'un passage de témoins. De nouvelles utopies, grandes et petites, surgiront dans le sillage des anciennes. Il me parle de sa fille, enfant unique : « Elle a 21 ans, elle a toujours été une élève brillante, contrairement à son père. Elle est à Sciences-Po Bordeaux. Je me suis rendu compte que, dans sa classe, il y a deux types d'étudiants : d'un côté, les jeunes hommes en costard cravate et les jeunes filles en jupe et veste, lesquels, une fois les études achevées, finiront dans les ministères. De l'autre côté, il y a un groupe minoritaire, quoique nombreux, de jeunes habillés à la *beatnik*, foulard palestinien autour du cou, pantalons patte d'éléphant ou, pour les cas de ma fille, pantalons en velours côtelé des années 1970 qu'elle est allée récupérer au fond de mon tiroir. Quand on demande aux membres de ce deuxième groupe ce qu'ils voudraient faire après la fac, ils répondent comme ma fille : "Je vais ouvrir un café solidaire. Un lieu de concerts, de débats philosophiques, d'échanges politiques. Et, au premier étage, nous aurons une chambre d'amis où tout le monde ira dormir sur une paille." » Afin d'accroître l'effet dramatique, Bruno reste muet pendant quelques instants. « Et l'ironie du sort réside dans le fait que le père, en l'occurrence moi-même, Bruno Decriem le libertaire, lui rétorque d'un ton soucieux : "Mais... ma fille, ce n'est pas un métier comme il faut, celui-là !" » Quand nous avons fini de rire, il conclut : « Mais il est vrai qu'étant donné l'état actuel du monde, elle a peut-être raison. »

Une fois démontré, preuves documentaires et historiques à l'appui, que Dussans fut fusillé « en guise d'exemple », la tâche suivante de Bruno consistait à convaincre qui de droit, en commençant par le maire de Manciet et par la hiérarchie militaire, qu'il fallait graver le nom de Marius Dussans sur le monument aux morts. Il n'était même pas question de réhabiliter la figure de Dussans. Cela aurait été une cause perdue d'avance. En France, cette question est loin d'être consensuelle, et elle déclenche toujours de grandes passions. La plupart des

historiens, des membres de l'armée, des responsables politiques s'opposent à la réhabilitation des fusillés. Au contraire, il s'agissait juste d'accorder à Dussans la dignité d'un nom inscrit sur la pierre, reposant sous le soleil, le vent et la pluie, aux côtés de ses camarades. Pendant deux ans, Bruno a publié des articles dans des revues scientifiques, il a pris part à des réunions, modéré des rencontres, donné des conférences sur le cas Dussans dans le but de sensibiliser, d'informer et d'atteindre un consensus sur cette affaire. Le résultat fut le meilleur accord possible, compte tenu des circonstances : inscrire le nom de Dussans sur le monument, certes, mais conjointement avec ceux des autres soldats du village qui manquaient encore. Après la Grande Guerre, au milieu du chaos bureaucratique et administratif, beaucoup de morts pour la France ont été oubliés lors de la construction des monuments commémoratifs. Dussans avait donc le droit à un hommage, mais sa présence se diluerait au milieu des autres morts, plus respectables que lui.

Joseph, le père de Marius Dussans, avait déjà entamé des démarches après la guerre, afin que le procès soit rouvert, et que son fils soit réhabilité. On avait pu rassembler des témoignages de soldats du 88e RI ayant assisté aux faits, mais tout fut vain. Les autorités se montrèrent inflexibles : le procès ne fit pas l'objet d'un nouvel examen. En 1923, Laurent Lhoste, l'un des camarades d'armes de Dussans, indiqua que, peu de temps après l'exécution, il était passé devant l'endroit où Dussans avait été enterré. La croix en bois sur la tombe portait l'inscription suivante : « Ci-gît le brigadier Dussans, mort le... », suivie de la date. À côté du mot « mort », une main anonyme avait ajouté au crayon le mot « assassiné ».

Bruno tient à souligner que les efforts produits en faveur de Dussans ont été collectifs, qu'il a bénéficié de l'aide de beaucoup de gens, que personne ne travaille tout seul. Néanmoins, il rajoute que, par moments, il préfère s'isoler. « Cela correspond à un côté misanthrope en moi. On se sent partagé entre l'amour du prochain et cette sensation qui nous envahit, de temps à autres, selon laquelle les autres ne sont

pas à la hauteur de nos propres efforts. Un peu comme dans *Les Temps modernes*, de Chaplin. Le gars marche en tête de la manifestation en tenant une affiche "Tous en Grève" dans ses mains. Tout d'un coup, il regarde en arrière et il n'y a personne derrière lui. » Bizarrement, Bruno se trompe. Dans *Les Temps modernes*, c'est justement tout le contraire qui arrive : Chaplin marche dans la rue en agitant la banderole et, sans qu'il s'en aperçoive, une foule qui marche surgit derrière lui. Il n'était pas tout seul.

Bruno aurait voulu qu'un descendant de Marius Dussans soit présent pour l'inauguration de la plaque, mais ce fut impossible. On a complètement perdu la trace de la famille Dussans. Les parents de Marius abandonnèrent Manciet peu après que la nouvelle de l'exécution ne s'était répandue. On les pointait du doigt, évidemment. Dussans est un nom de famille relativement commun dans la région. Bruno a mené des enquêtes, il a essayé par tous les moyens de savoir s'il restait des parents éloignés dans le village. Rien. Personne ne s'est manifesté. Bruno a aussi tenté de se procurer une photographie de Marius Dussans puisque, qu'on le veuille ou pas, le fait de donner un visage à une tragédie aide à émouvoir les consciences. Il n'y est pas parvenu. On ne connaît pas une seule image de Dussans, même pas une de celles que les soldats se faisaient faire dans un studio photographique afin de la laisser à leur famille lors du départ pour la guerre. Marius Dussans, oublié par presque tout le monde, n'a pas de visage.

Une fois de plus, Assis Pacheco :

*on dit que la guerre tue : la mienne
m'a mis en morceaux dès mon arrivée*

Un siècle après la mort de Dussans, Bruno a vu sa besogne récompensée après deux ans de travail. Le 11 novembre 2015, à l'occasion de l'anniversaire de l'Armistice de 1918, un enfant de l'école de Manciet retira le drapeau tricolore pour dévoiler la nouvelle plaque, placée sur un des côtés du monument. Dessus, figuraient six noms par

ordre alphabétique. Marius Dussans est le quatrième d'entre eux. Il y eut des discours, quelqu'un prononça même son nom de manière explicite, évoqua sa souffrance, la grande injustice que fut son exécution. Mais lorsque l'on fit l'appel solennel « des morts pour la France », le nom de Dussans dut être omis. Et, tout cela, car il ne s'est pas fait tuer pour la France ; il a été tué par la France.

Notre discussion se prolonge ; nous quittons la table du café de Manciet. J'ai parlé à Bruno de mes voyages en France, de mes recherches sur la Grande Guerre. Nos voitures étaient garées à côté du monument aux morts. Lorsque nous nous en approchons, Bruno parvient à glisser encore : « Je me suis engagé dans pas mal de causes, j'ai beaucoup lutté. J'ai étudié à fond la Révolution Française, j'ai fait des recherches très pointues sur la vie et l'œuvre de Robespierre. J'ai travaillé avec des chercheurs, j'ai publié des articles scientifiques, j'ai donné des conférences. Il y a eu des périodes de ma vie dans lesquelles j'ai pratiquement donné une conférence par jour, en plus de mes cours au Lycée. J'ai eu la chance de voir certains de mes articles cités par des chercheurs reconnus, ce qui ne va pas sans me réjouir. Mais rien de tout cela n'est comparable à ce que je ressens quand je vois cette plaque. » Et il pointe du doigt le monument. « C'est de cela dont je suis le plus fier. »

Je regarde une dernière fois le tombeau. Marius Dussans a retrouvé sa place parmi ses camarades d'infortune. Bruno a fait un bon boulot, je l'envie un peu. Pour que sa tâche soit rigoureusement accomplie, il ne manquerait plus que de graver sur la pierre, à côté du nom de Dussans, le même mot que son ancien camarade avait écrit à la dérobée sur la croix le jour où il a été exécuté : « Assassiné. » Mais il faudrait, cette fois, l'inscrire ouvertement, officiellement, patriotiquement, avec le droit à une cérémonie, à des applaudissements, et avec un écolier, habillé en costume pour l'occasion, pour ôter le drapeau français. Cela restera, je l'espère, à la charge de la génération de nos enfants.

Plus tard, alors que je conduis, je me souviens de l'ultime trait de bonne humeur de Bruno : « Tu as fait le voyage à Noël jusqu'à Verdun et jusqu'au Chemin des Dames avec ta femme et tes filles ? Ça, c'est extraordinaire. Tu m'expliqueras comment tu as réussi à les convaincre. Quel est ton secret ? Parce que, si j'allais voir ma fille, dont j'ai esquissé un portrait, disons, sympathique, pour lui débiter un sermon dix fois moins fort que celui que je viens de te faire à toi, elle me répondrait sans doute : "Mon Papounet, vieux schnock communiste, arrête de m'enquiquiner avec tes histoires..." »

Pour finir, Assis Pacheco :

*On dit que la guerre, ça passe : la mienne
est passée dans mes os et ne les quitte plus.*

Paulo Faria

Septembre 2019